

**25 janvier 1995, Chili**

**Allocution à l'occasion d'une visite au Chili**

Nous vivons des temps particulièrement difficiles. La presse nous apprend chaque jour des événements que nous n'aurions pu imaginer il y a dix ans. Le communisme s'est effondré, le mur de Berlin est tombé, l'Union soviétique a éclaté. Pour beaucoup de gens, ces changements ne sont pas nécessairement que positifs. Certes, nous sommes moins exposés à un risque de conflit militaire Est-Ouest. Mais nous constatons aussi la montée de tensions nouvelles, surtout en Europe où se manifestent à nouveau les forces de destruction que maîtrisait le communisme.

Le monde a besoin de bonnes nouvelles pour lui rappeler que la lutte pour la liberté peut faire de grands progrès. Et à ceux qui cherchent ces bonnes nouvelles, je ne peux que dire : « Venez voir le Chili ». Monsieur le président, Ce que vous bâtissez au Chili est une bouée d'espoir ans un monde fatigué par les crises. Le Chili doit être un exemple pour la planète. Car il nous prouve que l'on peut réussir la transition vers la démocratie, rétablir le respect des droits de la personne et connaître la prospérité et la croissance économique.

Permettez-moi donc de vous communiquer, monsieur le président, l'admiration et le respect sincères du peuple canadien. La communauté mondiale montrera pendant longtemps le Chili comme exemple brillant d'un pays qui a réussi sa transition. Cet été, quand j'accueillerai le sommet du G-7 au Canada, je ne manquerai pas d'évoquer le succès du Chili et des autres pays d'Amérique latine pendant nos débats sur l'évolution du monde.

Le Canada, lui aussi, est un succès politique. Aucun autre pays n'a autant fait que le Canada pour accueillir des peuples d'origines aussi différentes. Nous avons prouvé que l'on peut forger l'unité nationale dans le respect de la diversité. Certes, nous ne sommes pas parfaits et nous avons encore beaucoup à faire. Mais, pour le reste du monde, ce que nous avons accompli est sans équivalent. C'est cela que nous avons à offrir au monde du point de vue politique, et c'est cela que le monde attend désormais de nous. Pour des pays comme le Chili ou le Canada, le succès s'accompagne de responsabilités spéciales. Ici, sur le continent des Amériques, nous pouvons collaborer pour tirer le meilleur parti possible de nos atouts respectifs afin de renforcer la région, de favoriser la prospérité et de consolider la démocratie.

En bref, nous pouvons essayer de faire des Amériques une région de sécurité durable, une zone de paix et de prospérité. Or, nous croyons que la vraie sécurité, politique, économique et Sociale, ne peut venir que de la stabilité. La stabilité, c'est le fruit de la compréhension mutuelle et de la coopération, c'est le résultat des liens innombrables que forgent deux peuples dans leur intérêt mutuel. Tel est l'objectif que nous nous étions fixés au Sommet des Amériques, à Miami. La Déclaration de principe et le Plan d'action du Sommet constituent le programme ambitieux qui a été proposé à l'hémisphère pour assurer le progrès de la démocratie, libéraliser les échanges et promouvoir le développement durable.

Notre principal instrument économique sera l'ALENA. C'est le Canada qui avait insisté pour inclure dans l'ALENA une clause sur l'intégration de nouveaux pays, parce que nous considérons cet accord comme la fondation d'un éventuel accord de libre-échange

couvrant toutes les Amériques. Nous sommes heureux que le Chili devienne le prochain partenaire de l'Accord, le « quatrième amigo », comme je le disais à Miami. Comme vous le savez, voilà longtemps que le Canada favorise l'adhésion rapide du Chili à l'ALENA, et nous avons la conviction que vous en ferez bientôt partie.

C'est là un engagement ferme du Canada que je renouvelle devant vous aujourd'hui. Les générations futures verront là un tournant dans l'histoire de notre continent. Ici en Amérique latine, Mercosur représente aussi une initiative audacieuse que le Canada approuve vigoureusement. Il est clair en effet que l'ALENA et Mercosur sont les deux piliers sur lesquels s'appuiera le libre-échange dans l'hémisphère. Et il nous semble important que ces deux regroupements engagent immédiatement un dialogue au niveau de leurs hauts fonctionnaires afin de favoriser la compréhension mutuelle en vue d'une fusion ultérieure.

Le ministre canadien du Commerce extérieur, Roy MacLaren, et moi-même avons déjà abordé cette question avec les dirigeants de Mercosur. Le Canada et le Chili sont également partenaires au sein de l'APEC, l'organisation de coopération économique de l'Asie et du Pacifique.

Le président Frei et moi-même avons rencontré en novembre dernier les autres dirigeants de l'APEC lors du sommet tenu en Indonésie. Et je sais que le Président Frei partage mon optimisme suite à ces rencontres. L'APEC permet d'envisager l'établissement d'une zone de libre-échange entre les pays situés des deux côtés du Pacifique. Les gouvernements ne peuvent cependant pas tout faire tout seuls.

Ils peuvent établir des structures, éliminer des obstacles, faire de la promotion et donner des appuis, mais c'est en fin de compte le secteur privé qui doit se charger du travail nécessaire pour assurer la croissance des économies. Ce sont en effet les entreprises privées qui fabriquent, vendent, investissent et créent des emplois. Voilà pourquoi je suis tellement optimiste au sujet du Canada et du Chili.

En 1986, les investissements canadiens au Chili s'élevaient à 60 000 000 \$. En quelques années, ils ont atteint plusieurs milliards. Et l'on estime que ceux qui sont prévus aujourd'hui s'élèvent à 5 000 000 000 \$. Nous sommes le deuxième investisseur étranger au Chili, et le premier dans le secteur minier.

Ce sont là des faits précis, pas des discours de politicien essayant de soulever des foules. Et ces investissements ne concernent pas des capitaux fébriles qui cherchent le profit immédiat. Ils résultent des décisions mûrement réfléchies de dirigeants d'entreprises ayant conclu qu'ils peuvent faire confiance au Chili et y jouer leur avenir. Le verdict des entrepreneurs canadiens est donc parfaitement clair : ils croient au Chili et ils sont ici pour longtemps.

On dénombre aujourd'hui plus d'une cinquantaine de projets en participation canado-chiliens, dans des secteurs aussi variés que la lutte contre les incendies de forêt et la construction de bateaux patrouille et de machinerie pour l'exploitation minière. Le gouvernement a aidé bon nombre de ces projets à voir le jour, et je suis particulièrement heureux d'apprendre que des sociétés minières canadiennes collaborent avec des universités canadiennes et chiliennes pour mettre sur pied un programme de formation

d'ingénieurs miniers de haut niveau. Investir dans l'éducation, c'est verser des arrhes pour l'avenir.

Je vois dans cette salle de nombreux dirigeants d'entreprises. En deux ans, votre Chambre de commerce a fait des pas de géant, tout comme les relations commerciales entre nos deux pays. Nos échanges bilatéraux dépassent 400 000 000 \$ canadiens, à peu près également répartis de part et d'autre, et j'en suis heureux. Par habitant, ce chiffre représente pour le Canada l'une des relations commerciales les plus dynamiques dans les Amériques. Et je sais que nous pouvons le faire augmenter rapidement.

Je tiens cependant à préciser que n'agissons pas que dans le domaine des relations économiques. Nous nous efforçons en effet d'élargir nos relations dans d'autres domaines. Par exemple, l'accord que nous venons de ratifier sur la coproduction cinématographique contribuera à renforcer nos relations culturelles. La Red, votre quatrième chaîne, fonctionne déjà avec une forte participation canadienne.

Et nous faisons aussi des progrès au sujet d'une éventuelle entente sur la sécurité sociale. J'espère que nous pourrons la ratifier avant la fin de l'année de façon à permettre aux Chiliens et aux Canadiens de transférer leurs avantages sociaux d'un pays à l'autre. + mesure que se resserrent les liens entre nos deux pays, il nous appartient de faciliter, pas de compliquer, la mobilité de nos concitoyens. C'est d'ailleurs dans ce but que nous abolirons bientôt l'exigence de visa pour les Chiliens voulant visiter le Canada.

Monsieur le président, honorables invités, Je suis très heureux d'avoir pu m'adresser à vous aujourd'hui dans un pays qui, comme le Canada, ne recule pas d'effroi devant le changement et envisage l'avenir avec enthousiasme. Aujourd'hui, célébrons notre amitié. Demain, continuons d'œuvrer au succès de nos deux nations.

Merci.